



# Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré

Françoise Blum

► **To cite this version:**

Françoise Blum. Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine, 1960-1965. *Revue historique*, Presses Universitaires de France, 2013, pp.661-691. <halshs-00859319>

**HAL Id: halshs-00859319**

**<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00859319>**

Submitted on 9 Sep 2013

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

## Une formation syndicale dans la Guinée de Sékou Touré : l'université ouvrière africaine, 1960-1965

Françoise Blum

*Centre d'histoire sociale du XXe siècle*

En 1960, dix-huit pays d'Afrique accèdent à l'indépendance. L'Afrique devient un enjeu stratégique dans le monde de la guerre froide. Les grandes puissances cherchent à rallier les pays nouvellement indépendants, pour des raisons économiques et politiques. L'Est comme l'Ouest s'essayent à des manœuvres de séduction à l'égard de groupes sociaux dont ils veulent faire des alliés. De multiples canaux, nationaux ou internationaux, sont utilisés. Washington, Moscou, Pékin, Paris, Londres ou Bruxelles se disputent ainsi les faveurs de syndicalistes qui sont aussi les élites de l'Afrique indépendante, la transhumance entre les champs politiques et syndicaux étant d'ailleurs la règle. Les trois Internationales syndicales<sup>1</sup>, de même bien entendu que les Internationales politiques, cherchent à gagner en influence sur le continent africain. La Confédération internationale des syndicats Libres (CISL) et la Confédération internationale des syndicats chrétiens (CISC) possèdent leurs branches africaines : l'Organisation régionale africaine (ORAF) pour la première, l'Union panafricaine des travailleurs croyants (UPTC) pour la seconde<sup>2</sup>. Mais aucune centrale africaine n'est directement adhérente à la Fédération Syndicale Mondiale (FSM), la théorie de la désaffiliation, au nom de l'autonomie africaine, l'ayant emporté dans le monde communiste et apparenté. Les moyens utilisés pour conquérir les syndicalistes africains sont somme toute assez classiques : financement des permanents syndicaux, invitations - financement de voyages d'études -, diffusion de publications et, bien sûr, formations. Ces voyages, ces formations, quelque soit leur influence immédiate, participent à leur façon à la construction d'une culture transnationale, interafricaine, voire mondiale. Ils créent ou consolident des réseaux, permettent de tisser des liens, sans toutefois gommer toujours des rapports de domination qui persistent après les indépendances. L'Université Ouvrière Africaine de Guinée (UOA), dont il sera ici question, est une de ces expériences de formation, destinée aux cadres ou futurs cadres syndicaux. Elle est mise en place en 1959 à l'initiative de l'Union Générale des Travailleurs d'Afrique Noire (UGTAN)<sup>3</sup>, dont Sékou Touré avait été élu secrétaire général dès la création en 1957, et de la FSM<sup>4</sup>, dont le siège était à Prague. Elle est

<sup>1</sup>La Confédération Internationale des Syndicats Libres (CISL), la Confédération Internationale des Syndicats Chrétiens (CISC) qui devient Confédération mondiale du travail (CMT) en 1968 et la Fédération Syndicale Mondiale<sup>1</sup> dont le siège est à Prague. Sur la CISC et ses désirs d'expansion hors d'Europe, voir : Pasture Patrick, *Histoire du syndicalisme chrétien international : la difficile recherche d'une troisième voie* ; trad. du néerlandais par Serge Govaert, Paris, L'Harmattan, 1999, 468p.

<sup>2</sup> Voir : Blum Françoise, « Christian Doctrines and Practices of Solidarity in the 1960s », *ITH Conference Proceedings*, vol. 46, Leipzig: Akademische Verlagsanstalt 2012, pp. 155-165 et Blum Françoise, « Syndicalistes croyants et panafricains : organisations et Réseaux des années 60 », à paraître dans *Vingtième siècle*, avril 2013.

<sup>3</sup> Sur l'UGTAN et de manière générale sur le syndicalisme dans l'Afrique des indépendances voir : November Andras, *L'évolution syndicale en Afrique occidentale* ; pref. de Gabriel d'Arboussier, Paris ; La Haye, Mouton, 1965, XIX-282 p. et Fonteneau Gérard, *Histoire du syndicalisme en Afrique*, Paris, Karthala, 2004, 174 p.

<sup>4</sup> Les archives de la FSM se trouvent à l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Mais il n'y a dans le fonds aucune trace de l'UOA.

dirigée par le militant cégétiste Maurice Gastaud<sup>5</sup>. L'histoire de l'UOA – sa genèse, ses enseignants et ses stagiaires, ses modes de financement, sa « bibliothèque du militant » - permet de mieux comprendre comment circulent les livres et les concepts « occidentaux », ainsi que leur réception sur le continent africain. Elle permet de mieux comprendre la stratégie de la FSM (et parfois ses échecs) et une certaine vision de l'Afrique. Quelle a pu être l'attitude - ou plutôt une des – attitude communiste à l'égard d'une Guinée dont on ne sait encore trop quel camp elle va choisir, et qui prétend n'en choisir aucun ? Comment le directeur de l'école de la FSM négocie-t-il les contradictions d'un régime dont les hésitations idéologiques et/ou les renversements d'alliance sont autant de difficiles louvoiements dans le jeu des grandes puissances ? Un régime dont la paranoïa grandissante se nourrit de complots plus ou moins réels et de mécontentements tout-à-fait réels jusqu'à devenir une allergie à toute contestation, et partant une destruction suicidaire des forces vives d'un pays ?

#### LA GUINÉE EN 1960 : SITUATION INTERNATIONALE

Si la création de l'UOA s'inscrit dans le contexte d'une guerre froide que se mènent les syndicats de l'Est et de l'Ouest, elle est aussi liée à la situation très spécifique que connaît la Guinée en 1960. Quand commence l'histoire de l'UOA, la Guinée est indépendante depuis 2 ans. Seul en ce cas, le pays a massivement voté non au *referendum* de septembre 1958, c'est-à-dire au projet de communauté franco-africaine proposé par la constitution de la Ve République. On ne reviendra pas ici sur les raisons de ce non, préconisé tant par l'UGTAN que par la FEANF<sup>6</sup> (Fédération des étudiants d'Afrique noire), l'association des étudiants guinéens et le Parti Démocratique de Guinée- section RDA (PDG-RDA) dont Sékou Touré est le secrétaire général<sup>7</sup>. On ne reviendra pas non plus sur le fameux discours de Sékou Touré au Général De Gaulle en août 1958 quand celui-ci fit étape à Conakry lors de sa tournée des capitales africaines, tournée visant à promouvoir la communauté. Ce discours fera de celui qui est alors vice-président du conseil territorial l'homme du refus et un héros de l'indépendance africaine. Ce ne fut pas tant au contenu du discours que De Gaulle fut sensible qu'à la mise en scène qu'il jugea humiliante<sup>8</sup>. La Guinée, premier pays indépendant d'Afrique francophone, serait désormais privée de l'aide de la France. La métropole rappela ses cadres, assistants, fonctionnaires, rompit les contrats en cours - à l'exception de l'exploitation des mines de bauxite par Fria -, mettant la Guinée dans l'obligation d'aller chercher ailleurs l'aide

---

<sup>5</sup> Les archives de Maurice Gastaud sont conservées à l'Institut d'histoire sociale de la CGT. Nous les désignerons par les initiales FMG (Fonds Maurice Gastaud). Sur son itinéraire, on peut consulter la notice rédigée par Michel Dreyfus et Jean Magniadas, dans le *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* : [http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?page=article\\_long&id\\_artile=50660](http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?page=article_long&id_artile=50660). Site consulté le 16 juillet 2012

<sup>6</sup> Sur la FEANF et les indépendances, voir entre autres : Dieng Amady Aly, *Les grands combats de la Fédération des étudiants d'Afrique noire, de Bandung aux indépendances, 1955-1960*, Paris, L'Harmattan, 2009, 267 p.

<sup>7</sup> Sur le « Non » de la Guinée voir : Goerg Odile, Pauthier Céline, Diallo Abdoulaye, *Le non de la Guinée, 1958 : entre mythe, relecture historique et résonances contemporaines*, Paris, L'Harmattan, 2010, 208 p.

<sup>8</sup> Diallo Abdoulaye, « Et si Sékou Touré n'était que l'homme du 25 août 1958 », dans Odile Goerg, Pauthier Céline, Diallo Abdoulaye, *Le non de la Guinée, id.*, pp.81-97

et les financements qui lui faisaient désormais défaut<sup>9</sup>. Après ces premiers temps de radicalité, de nouveaux accords seront signés et les relations franco-guinéennes suivront une ligne sinueuse. Dès 1959, des accords de coopération avec la France sont ratifiés, ce qui n'empêche pas des opérations de déstabilisation. En avril 1960, la découverte de caches d'armes, de tracts et affiches hostiles au régime non loin de la frontière sénégalaise alimente encore, s'il en était besoin, la rancune du leader guinéen envers l'ancienne métropole qu'il accuse d'être à l'origine de ce « complot contre-révolutionnaire pro-français » - les dires de Jacques Foccart semblant corroborer cette thèse<sup>10</sup>. C'est le premier d'une succession de « complots » découverts par le gouvernement guinéen, avec lequel débute une longue série d'arrestations, d'internements et d'exécutions sommaires. Les relations seront rompues de nouveau complètement avec la France de 1965 à 1975. Celles de la Guinée avec le bloc de l'Est et en particulier l'Union soviétique n'en seront pas pour autant toujours idylliques. Une crise éclate avec l'URSS lors de ce fameux « complot des enseignants » sur lequel nous reviendrons plus longuement<sup>11</sup>, crise qui se traduit par l'expulsion de l'ambassadeur soviétique et la venue du vice-premier Ministre Mikoyan lui-même pour tenter –avec succès mais laborieusement - la réconciliation<sup>12</sup>. Ce qu'il faut souligner, comme en est d'ailleurs clairement conscient Maurice Gastaud, c'est plutôt le manque de boussole idéologique d'un régime qui, s'il proclame haut et fort sa lutte contre l'impérialisme et le néo-colonialisme, n'a pas pour autant, en ce début des années 60 choisit le camp de l'Est. « Chaque fois que l'on nous demande de nous définir, chaque fois que l'on nous presse de choisir, nous répondons que nous nous sommes définis et que nous avons choisi. Nous nous définissons par l'Afrique et c'est l'Afrique que nous choisissons. On nous affirme que nous devons nécessairement choisir entre le capitalisme et le socialisme, mais je m'excuse et – soit dit entre nous – nous sommes pratiquement incapables de définir ce qu'est le capitalisme, ce qu'est le socialisme » (Ahmed Sékou Touré)<sup>13</sup>.

La Guinée, « trahie » par la France, a attiré dans les tous premiers temps de l'indépendance de nombreuses bonnes volontés, comme elle a servi de pays d'accueil à bien des exilés. L'historien voltaïque Joseph Ki-Zerbo, les sénégalais David Diop, Niang Seyni et Amsatou

---

<sup>9</sup> Lewin André, *Sékou Touré (1922-1984) président de la Guinée*, Aix-Marseille, Thèse de doctorat, 2008, 8 vol., 1083 p. vol. 3. La thèse d'André Lewin, qui fut nommé ambassadeur de France en Guinée en 1975, a été publiée sous le titre : *Ahmed Sékou Touré (1922-1984) : Président de la Guinée de 1958 à 1984*, Paris, L'Harmattan, 2009-2010, 236-302-259-265-268-308-312-334 p. Nous donnerons ici les références à la thèse. Son texte est très complet sur tout ce qui concerne les relations extérieures de la Guinée.

<sup>10</sup> *Ibid.* André Lewin rapporte les propos de Pierre Messmer auprès de qui Foccart se serait vanté d'être à l'origine du complot.

<sup>11</sup> Voir *infra*, p.17.

<sup>12</sup> *Ibid.*

<sup>13</sup> Touré Ahmed Sékou, *L'Action politique du PDG*, Conakry, 1959, cité par Yves Bénot, *Idéologies des indépendances africaines*, 2<sup>e</sup> ed. augm. et mise à jour, Paris, Maspero, 1972, p. 268.

Sarr, le nigérien Moumini, ou les français Jean Suret-Canale<sup>14</sup> et Yves Bénot<sup>15</sup> viennent soutenir le pays du non, jusqu'à ce que les dérives du pouvoir leur rendent la vie impossible. Aux moments de crise avec l'ancienne métropole, les enseignants français seront menacés de perdre leur nationalité. Si Jean-Paul Alata<sup>16</sup> en est effectivement privé, une intervention sauve Suret-Canale. Mais il sera néanmoins rayé des cadres de l'enseignement par Michel Debré, suite à la publication, en collaboration avec Djibril Tamsir Niane, de son manuel d'histoire africaine<sup>17</sup>. Les choses sont en fait très complexes en ces débuts de l'indépendance où coopérants et militants se côtoient en Guinée. Des experts aussi viennent au secours de Sékou Touré tel Charles Bettelheim, économiste marxiste hétérodoxe qui, fort de son expérience avec Nehru et Nasser, travaille au premier plan triennal guinéen. Mais cette collaboration se solde par un échec du fait, aux dires de Bettelheim lui-même, du caractère du leader guinéen avec qui toute discussion s'avère impossible<sup>18</sup>. Le militant cégétiste Pierre Gabrielli<sup>19</sup> s'attèle à mettre sur pied une sécurité sociale qui ne sera généralement pas appliquée dans le secteur privé.

#### DIFFICULTÉS

Les difficultés s'accroissent, dont Maurice Gastaud rend compte dans une lettre à Benoît Frachon du 5 décembre 1961<sup>20</sup>, un peu plus d'un an après les débuts de l'université. Les nationalisations ont touché tous les secteurs de la vie économique : industries - hormis l'alumine de Fria exploitée par Pechiney et des trusts américains, suisses et allemands -, banques, port, eau et électricité, chemins de fer, transports, commerce extérieur et, partiellement, commerce intérieur où a été créé un secteur d'Etat, agriculture, où un secteur coopératif de production a été mis en place dans le cadre du plan. Même si l'objectif final est la collectivisation totale, le secteur privé reste présent tant dans l'agriculture familiale, que dans les plantations aux mains d'Européens - pour les plus importantes - et d'Africains. Le plan,

---

<sup>14</sup> Sur Suret-Canale voir notamment : Bianchini Pascal, *Suret-Canale : de la résistance à l'anticolonialisme*, entretiens autobiographiques recueillis et présentés par Pascal Bianchini, Paris, L'Esprit frappeur, 2011, 253 p. Les archives de Suret-Canale ont été déposées aux archives départementales de Seine-Saint-Denis.

<sup>15</sup> Yves Bénot, de son vrai nom Edouard Helman est notamment l'auteur d'un ouvrage qui fit date : Bénot Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, Paris, Maspero, 1972, 530 p.

<sup>16</sup> Jean-Paul Alata sera interné au camp Boiro de 1974 à 1975. Il écrira sous le titre : « Prison d'Afrique » ses souvenirs de captivité. Alata Jean-Paul, *Prison d'Afrique*, Paris, Seuil, 1983, 251p.

<sup>17</sup> Niane Djibril Tamsir, Suret-Canale Jean, *Histoire de l'Afrique occidentale*, Conakry, Ministère de l'éducation nationale de la République de Guinée, 1960, 223 p.

<sup>18</sup> Voir à ce sujet : Denord François et Zunigo Xavier, « Révolutionnairement vôtre : Economie marxiste, militantisme intellectuel et expertise politique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, n°158, juin 2005, p. 9-39.

<sup>19</sup> Sur Gabrielli voir *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article24184> . Site consulté le 16 juillet 2012.

<sup>20</sup> *Lettre de Maurice Gastaud au camarade Benoît Frachon*, Conakry, 5 décembre 1961. FMG-30 CFD 1.

dont une journée nationale de lancement a été organisée dans tout le pays le 1<sup>er</sup> juillet 1960<sup>21</sup>, n'est pas réalisé dans de nombreux secteurs.

De mauvaises estimations, des commandes de matériel impropres (exemple de tracteurs ne pouvant atteindre leur destination faute de routes ou de ponts), la corruption, l'individualisme, le manque de cadres sont à la base de ces difficultés. De plus, des coupures entre les différentes étapes du plan, dues à une mauvaise organisation du planning mettent provisoirement des ouvriers au chômage. Sur le plan du ravitaillement, on constate de nombreuses ruptures de stock dues à des difficultés d'emmagasiner et au fait qu'il faut faire appel au commerce privé pour la répartition rapide, ce qui facilite la spéculation et le marché noir. Dans ces conditions, les prix augmentent et il manque souvent des denrées de première nécessité, tel le riz, élément de base de l'alimentation. Si l'on ajoute à cela le fait que des mesures d'austérité n'ont pas été prises, que le parasitisme et la corruption se développent ainsi que des mesures autoritaires prises par des responsables locaux, on peut comprendre qu'il existe un certain mécontentement dans les masses qui ne peuvent comprendre qu'elles fassent des sacrifices alors que d'autres ont une vie somptuaire ; villas que certains responsables se font construire avec de l'argent provenant d'héritages mais aussi avec la spéculation et le trafic .... Voitures de grand luxe (Mercedes quelques 120 en Guinée), costumes confectionnés par les plus grands tailleurs de Paris, priorité que s'arrogent en matière de ravitaillement, riz et viandes, certains hauts fonctionnaires »<sup>22</sup> explique Maurice Gastaud à Benoît Frachon. Et il précise : « A l'heure actuelle, les africains qui ont réussi à accumuler par ces moyens n'investissent pas dans la production. D'un côté ils font des dépenses somptuaires (villas et voitures de luxe) et de l'autre ils déposent leurs capitaux à l'étranger entre autres dans les banques à compte numéro en Suisse. Le mécontentement grandit dans les masses ... On dénonce dans la rue les ministres et chefs de service qui profitent du régime et on se demande pourquoi ils ne sont pas évincés...des oppositions profondes se manifestent et les corrompus portent leurs coups contre la CNTG<sup>23</sup> et sournoisement contre l'école.....mais on n'ose pas aller trop loin car Sékou Touré et Diallo Saifoulaye<sup>24</sup> les soutiennent ».

S'il mentionne l'adoption par la Guinée d'une monnaie nationale –le franc guinéen dès mars 1960 -, et partant sa sortie de la zone franc, il est sans doute un peu tôt pour qu'il puisse juger des effets à la fois délétères et pervers de la mesure. La seule chose certaine c'est que la Guinée a alors absolument besoin d'une aide extérieure, qu'il s'agisse d'aide financière directe ou d'aide technique et que ses besoins en cadres et personnel compétent sont loin d'être satisfaits.

#### APPEL DE L'UGTAN À LA FSM

C'est donc dans un contexte difficile et mouvant mais où rien n'est encore figé que des négociations entre l'UGTAN et la FSM aboutissent à un accord pour fonder une école de formation syndicale à Conakry. L'Union générale des travailleurs d'Afrique noire avait été créée en 1957 par le regroupement de la Confédération Générale des Travailleurs Africains (CGTA issue de la CGT) et de la Confédération Africaine des Travailleurs Croyants (CATC issue de la CFTC)<sup>25</sup>, dans l'illusoire espoir de pallier à la balkanisation annoncée par la loi-cadre<sup>26</sup> : illusoire espoir car l'UGTAN ne résistera pas longtemps à la montée des

<sup>21</sup> Conférence tenue à l'université syndicale de Guinée avec comme sujet de causerie « Le plan triennal guinéen » par Barry Ibrahima ministre du plan – FMG Dossier 30 CFD 32.

<sup>22</sup> *Lettre de Maurice Gastaud au camarade Benoît Frachon, op.cit.*

<sup>23</sup> Confédération nationale des travailleurs de Guinée.

<sup>24</sup> Diallo Saifoulaye est alors président de l'Assemblée Nationale

<sup>25</sup> November Andras, *L'évolution syndicale en Afrique occidentale, op.cit.*

<sup>26</sup> La loi-cadre du 23 juin 1956, dite loi-cadre Defferre institue le suffrage universel et le collège unique dans tous les territoires. Elle établit des conseils de gouvernement, composés de cinq membres élus par l'assemblée

nationalismes<sup>27</sup>. Quand son siège est transféré à Conakry, c'est-à-dire dans le pays de son secrétaire général, elle a déjà éclaté. Elle s'auto-dissoudra, sans même dernier congrès ni communiqué final, laissant la place à une nouvelle Internationale panafricaine : l'Union Syndicale Panafricaine (USPA), centrale rivale de la plus modérée Confédération Syndicale Africaine (CSA)<sup>28</sup>. En Guinée, et si l'on en croit les archives de l'UOA, l'UGTAN disparaît en 1961. C'est dorénavant la Confédération Nationale des Travailleurs de Guinée (CNTG) qui assume et signe, le 14 mars 1962, l'accord de formation avec la FSM<sup>29</sup>. L'UGTAN n'était pas affiliée à la FSM mais n'en excluait pas moins une collaboration avec l'Internationale.

#### A L'ORIGINE DE L'UOA

L'appel de l'UGTAN à la Fédération Syndicale Mondiale est formulé par le syndicaliste guinéen Seydou Diallo, successeur de Sékou Touré, devenu Président de la République de Guinée au secrétariat général de l'UGTAN, après le IVe congrès syndical mondial. C'est déjà plus un appel de la Guinée que celui d'une organisation panafricaine :

Notre sincère désir de coopération nous commande de vous faire quelques suggestions fraternelles. Nous voulons que s'établissent désormais entre nos deux organisations une compréhension plus grande, une plus grande confiance. La FSM a jusqu'ici joué un rôle déterminant dans la prise de conscience du prolétariat africain. Elle doit renforcer davantage ses activités, la situation actuelle l'exige... Nous voulons des contacts plus fréquents... avec l'indépendance de la Guinée et l'installation du siège de notre centrale à Conakry, nous pouvons affirmer aux dirigeants de la FSM qu'ils seront toujours les bienvenus en Afrique... L'UGTAN et les syndicats de Guinée ont déjà reçu cette année plusieurs délégations, la plus récente et la plus positive a été celle de la FDGB (République démocratique allemande)... Le camarade Warnke a été non seulement applaudi dans une grande partie de l'Afrique comme président de la FDGB mais aussi applaudi par des milliers de travailleurs guinéens, ghanéens, togolais en sa qualité de vice-président de la fédération syndicale mondiale... Soulignons également l'intérêt qu'a suscité la visite de la délégation chinoise et du président de la fédération des syndicats chinois, vice-président de la FSM... Ces expériences et ces contacts vivants doivent être plus fréquents et poursuivis avec constance. Ils constituent une aide considérable au développement de la solidarité ouvrière internationale et à la connaissance plus exacte des réalités africaines. Si des milliers d'Africains connaissent l'Europe, peu de militants européens connaissent l'Afrique... La tendance qui consiste à dire : ce sont les Africains eux-mêmes qui doivent régler leurs propres affaires doit disparaître surtout qu'elle s'accompagne très souvent de cette remarque : nous les aiderons s'ils en expriment le désir. Il faut aller à l'Afrique, comprendre ses problèmes et aider à les résoudre, en y apportant l'expérience de la classe ouvrière internationale... Nous avons fait au secrétariat de la FSM certaines propositions : dans le domaine de la formation des cadres, la construction d'une école syndicale permanente à Conakry ; une aide pour réaliser la tenue d'une conférence sur les libertés syndicales dangereusement menacées dans certains pays d'Afrique ; une aide technique et matérielle pour la tenue d'une conférence africaine sur le marché commun et ses répercussions possibles en Afrique ; enfin une prise de position catégorique en faveur de la création d'une grande confédération syndicale panafricaine, groupant tous les syndicats d'Afrique<sup>30</sup>...

---

locale et de quatre fonctionnaires nommés par le gouverneur général. Ils sont « dotés d'une large compétence qui embrassera toutes les questions d'intérêt local ». Les pouvoirs des assemblées territoriales sont élargis.

<sup>27</sup> Voir November Andras, *L'évolution syndicale en Afrique occidentale, op.cit.*

<sup>28</sup> Sur l'USPA et la CSA, il existe de nombreux éléments dans les fonds syndicaux français, tant à l'Institut d'histoire sociale CGT (notamment le fonds Gastaud) qu'au centre d'archives de la CFDT (notamment dans le fonds Gérard Espéret). Les deux internationales correspondent sur le plan syndical à ce que représentent sur le plan politique le groupe de Casablanca (radical) et le groupe de Monrovia (modéré).

<sup>29</sup> *Protocole d'accord entre la FSM et la CNTG concernant l'UOA signé à Conakry le 14 mars 1962 – FMG Dossier 30 CFD 6.*

<sup>30</sup> FMG – Dossier 30 CFD.

On ne peut exprimer plus clairement un besoin d'aide qui sera d'ailleurs pleinement satisfait. La FSM répond favorablement et envoie à Conakry un chargé de mission : Maurice Gastaud. Celui-ci est un militant de la CGT et du parti communiste, exerçant des responsabilités à la fédération CGT des PTT. Mais c'est surtout son expérience en matière de formation syndicale et ses antécédents en Afrique qui firent de lui l'homme de la situation. Il avait assumé au bureau fédéral de la fédération CGT des PTT la responsabilité des problèmes d'éducation syndicale et des questions concernant la sécurité sociale. Il fut délégué à plusieurs congrès de la Fédération syndicale mondiale et fut chargé d'organiser, en 1958, à Brazzaville, un stage d'éducation des cadres en Afrique équatoriale<sup>31</sup>. A son retour en France, Louis Saillant, alors secrétaire général de la FSM et Benoît Frachon, secrétaire général de la CGT lui proposèrent de mettre sur pied l'université ouvrière de Conakry. Maurice Gastaud partit donc et conclut à la parfaite faisabilité du projet, étant donné la bonne volonté, voir l'enthousiasme des interlocuteurs africains. Son contrat qui devait à l'origine durer deux ans sera prolongé jusqu'en 1965.

Au cours de ce séjour, j'ai acquis la conviction d'un côté de la volonté des militants de tous les échelons d'ouvrir le plus vite possible une école permanente de cadres syndicaux, volonté se manifestant le plus souvent par un véritable enthousiasme, d'autre part, faire que l'idéologie et le programme de cette école soient ceux qui ont permis la formation actuelle des cadres de l'UGTAN, c'est-à-dire ceux enseignés à l'École de Budapest (septembre 1959), en un mot ceux de la Fédération syndicale mondiale...nécessité absolue qu'il y avait pour l'UGTAN de former le plus vite possible un grand nombre de cadres (prévu 200 cadres en 2 ans) et ceci afin d'amplifier partout la lutte pour le progrès social et l'indépendance, les conditions étant remplies pour conduire à l'indépendance un grand nombre de pays. Ils considèrent la formation de ces cadres qui rayonneront dans toute l'Afrique comme une question vitale, et ils se refusent évidemment à répondre favorablement à toutes les offres intéressées d'organisations scissionnistes ou gouvernements capitalistes qui ont pu leur être faites. Ils veulent que ce soit la FSM qui les aide à la formation de leurs cadres<sup>32</sup>.

#### MISE EN PLACE

L'École va donc être mise en place. Son conseil d'administration est composé, outre Maurice Gastaud des militants sénégalais Abdoulaye Gueye et Abdoulaye Thiaw, des guinéens Kaba Mamady, président de la CNTG, Seydou Diallo, secrétaire général de l'UGTAN puis secrétaire administratif de l'école du Parti Démocratique de Guinée (PDG) et Ansoumane Oularé, vice-président du bureau de la CNTG. Tous ont appartenu à la CGT. C'est alors la seule expérience de ce type en Afrique francophone. La CISL a une école à Kampala et envisage d'en ouvrir une à Abidjan. Quant à la CISC, elle organise des sessions dans certains pays mais n'a pas alors de centre de formation permanent en territoire africain. Un protocole d'accord est donc signé le 17 novembre 1959, qui prévoit une répartition des frais entre la FSM et l'UGTAN<sup>33</sup>. L'UGTAN prendrait à sa charge le transport et l'hébergement des stagiaires, le personnel de direction hors le représentant de la FSM, le personnel technique et d'entretien, le transport et les pertes de salaires des chargés de cours africains, l'appareillage de traduction simultanée, le logement et le moyen de transport du chargé de cours de la FSM. La FSM doit assurer la documentation générale et les moyens audio-visuels, les frais de

<sup>31</sup> *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français* : [http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?page=article\\_long&id\\_artile=50660](http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?page=article_long&id_artile=50660), *op.cit.*

<sup>32</sup> *Rapport du camarade Gastaud chargé de mission par la FSM auprès de l'UGTAN en vue de l'établissement d'une école syndicale en Guinée*, 27 novembre 1959 – FMG – Dossier 30 CFD 4.

<sup>33</sup> *Protocole d'accord pour la tenue d'une école de formation des cadres syndicaux de l'UGTAN en Guinée entre la FSM et l'UGTAN* – FMG – Dossier 30 CFD 3.



transport des professeurs venant d'autres continents, le traitement et les frais de transport du représentant de la FSM. Les centrales syndicales des pays dont les stagiaires sont originaires auraient à financer leurs frais de déplacement mais la FSM peut accorder des bourses de voyage. En fait, ni l'UGTAN, ni les centrales nationales ne tiendront aucun de leurs engagements financiers et le tout reviendra à la FSM<sup>34</sup>. Pour exemple, le budget 1962 de l'UOA est estimé par Gastaud lui-même à 13 882 797 FG [56 205 £ à 247fNG ; 20 845\$ à 666 FNG]<sup>35</sup>. Cela correspond à la formation de 115 stagiaires, durant 15 semaines et 40 durant 8 semaines venant de 24 pays d'Afrique dont 7 de langue anglaise et 5 de langue portugaise. Le protocole d'accord sera signé de nouveau en 1962 mais cette fois entre la CNTG et la FSM<sup>36</sup>. Les rapports entre la FSM et la CNTG sont, nous dit Gastaud « corrects, sans plus »<sup>37</sup>, « fraternels avec le bureau [de la CNTG] ». Quant à la sélection des stagiaires, elle se fait sur proposition des syndicats des différents pays et avec accord du bureau de l'UGTAN.

Un local est attribué à l'école, à Dalaba, dans le Fouta Djallon, à 350 kms de la capitale. L'éloignement pose problème et il est très vite décidé de construire à Conakry, sur un terrain offert par Sékou Touré. Suite à une réunion à Prague consacrée au syndicalisme africain et à laquelle assistent les centrales des pays de l'Est, la CGT et la CGIL<sup>38</sup>, la FDGB<sup>39</sup> est-allemande prendra en charge le côté technique de l'opération. Mais le premier devis est beaucoup trop cher et finalement on se rabattra sur des préfabriqués. Les deux premiers stages ont donc lieu à Dalaba, mais à partir du troisième à Conakry, dans des locaux loués puis dans les bâtiments construits à cet effet<sup>40</sup>.

Une bibliothèque de 1500 volumes - sans compter la presse, essentiellement faite de périodiques syndicaux venus des pays de l'Est, de la Chine, et de la France - doit être mise à disposition des stagiaires. Les listes de livres qui nous sont parvenues témoignent d'une orientation tout aussi développementaliste que marxiste<sup>41</sup>. A côté des classiques du marxisme

---

<sup>34</sup> « La FSM verse la somme à la « Statni Banka » Prague I – à mon nom – Gastaud Maurice Université ouvrière africaine à Conakry – en demandant à ce que la « Statni Banka » prévienne par télégramme la banque de la République de Guinée ». « L'UGTAN a fait ouvrir un compte bancaire pour l'université syndicale dont Diallo Seydou et Oularé ont la signature mais aucun retrait ne peut être fait sans mon ordre ; j'aurais aussi le contrôle des dépenses... Ce compte bancaire sera alimenté par les sommes versées par la FSM, l'UGTAN, les unions nationales, des dons divers... J'alimente mon propre compte avec les traveller cheques FSM et je verse au compte de l'école quand il y en a besoin. Tout versement FSM doit être fait à mon compte. » FMG – Dossier 30 CFD -1. Présentation par les syndicalistes.

<sup>35</sup> *Budget prévisionnel pour 1962* – FMG Dossier 30 CFD 6.

<sup>36</sup> *Protocole d'accord entre la FSM et la CNTG concernant l'UOA signé à Conakry le 14 mars 1962* – FMG Dossier 30 CFD 6.

<sup>37</sup> *Lettre de Maurice Gastaud au camarade Benoît Frachon, op.cit.*

<sup>38</sup> Confederazione Generale Italiana del Lavoro.

<sup>39</sup> Freie Deutsche Gewerkschaftsbund.

<sup>40</sup> FMG – Dossier Construction de l'UOA , 30 CFD 8. Le dossier comprend les devis, le budget et les plans de l'université.

<sup>41</sup> *Bibliothèque de référence – ouvrages mis à la disposition des participants* – FMG Dossier 30 CFD 9.

Marx-Engels, Lénine ou Staline, on trouve ceux de la littérature du développement : René Dumont, le Père Lebreton, Yves Lacoste, François Perroux, Gunnar Myrdal... Une littérature généraliste consacrée aux pays sous-développés en général, et plus spécifiquement d'exploration française est également rassemblée où voisinent Mamadou Dia<sup>42</sup>, Abdoulaye Ly, des numéros spéciaux de la revue *Esprit* ou l'*Annuaire du monde musulman* de Louis Massignon. Malgré la présence de classiques du marxisme, ce qui surprend le plus c'est finalement l'éclectisme dont témoigne cette bibliothèque du militant. Les références ne sont pas si différentes de celles proposées dans d'autres stages organisés par l'Internationale chrétienne<sup>43</sup>. Le développementisme est alors le ciment idéologique d'une pensée planétaire.

#### STAGES ET STAGIAIRES : UNE AFRIQUE SOCIALISTE ET EN LUTTE

Toujours est-il que du 6 février 1960 au 18 janvier 1965, 16 stages seront organisés regroupant 469 stagiaires, dont seulement 26 femmes. Les stages ont une durée variable, du plus court : 8 jours, qui ne concerne alors que les guinéens, au plus long, « interafricain » de 43 jours. Ils regroupent au maximum 47 stagiaires et au minimum 20. L'origine géographique des stagiaires dessine, à quelques exceptions près les limites d'une influence géo-politique qui est à la fois celle qu'exerce la Guinée de Sékou Touré et celle qu'exercent la FSM, l'UGTAN puis l'USPA<sup>44</sup>.

#### RÉPARTITION PAR PAYS

##### **14 pays de langue française :**

Guinée : 261 – Mali : 38 - Kameroun : 23 - Niger : 19 – Togo : 10- Maroc : 6 – Sénégal : 5 - Algérie : 4 - Dahomey : 3 – Tchad : 2 - Côte d'Ivoire : 1 - Haute-Volta : 1- Gabon : 1- Mauritanie : 1 - Congo-Léo : 2 soit 374

##### **4 pays de langue portugaise**

Guinée dite portugaise : 42 – Angola : 12 – Cap-Vert : 3 – Saint Tomé : 1 – Soit 58

##### **9 pays de langue anglaise :**

---

<sup>42</sup> Mamadou Dia est alors Président du Conseil au Sénégal. Il sera arrêté en décembre 1962 pour tentative de coup d'état, condamné à la prison à vie. Il sera finalement libéré en 1974. Il est le propagandiste de la coopération. Abdoulaye Ly est un historien (auteur de la première thèse d'état du Sénégal en histoire) et homme politique. Il sera plusieurs fois ministre dans les gouvernements successifs sous la présidence de Senghor.

<sup>43</sup> Voir Blum Françoise, « Christian Doctrines and Practices of Solidarity in the 1960s », *op.cit.* et Blum Françoise, « Syndicalistes croyants et panafricains : organisations et Réseaux des années 60 », *op. cit.*

<sup>44</sup> Les informations que nous donnons ici sur les stagiaires proviennent des différents rapports de Maurice Gastaud : *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UOA. Eléments critiques de l'exercice 1960 et propositions pour 61* présenté par Maurice Gastaud, Conakry, le 17 janvier 61 ; *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UOA. Eléments critiques de l'exercice 1961 et propositions pour 62* présenté par Maurice Gastaud, Conakry, le 16 décembre 61. – FMG – Dossier 30 CFD 17 ; *Rapport sur le fonctionnement de l'université ouvrière africaine de Conakry de janvier 60 à mars 65* par Maurice Gastaud, Directeur Pédagogique, 30 septembre 65 – FMG –Dossier 30 CFD 19.

Ghana : 7 – Gambie :5- Kenya : 4- Sierra-Leone :4 - Nigeria : 4- Rodhésie du Nord :4 - Tanganyika : 3- Rodhésie Sud : 2 - Zanzibar :1 Soit 34

L'origine des stagiaires nous offre donc une cartographie des Afrique socialistes et/ ou en lutte contre la présence coloniale, de même que celle des relations internationales privilégiées de la Guinée, telles celles complexes mais proches nouées avec le Ghana de Kwame Nkrumah ou le Mali socialiste de Modibo Keita. On peut noter la nette prédominance de l'Afrique de l'Ouest - Guinée bien sûr mais aussi Mali et Niger - ce qui peut s'expliquer tant par des raisons de proximité - mais la Rodhésie est aussi éloignée de la Guinée que le Congo-Brazzaville qui ne fournit aucun stagiaire-, que parce qu'il s'agit des anciennes implantations de l'UGTAN puis de celles de l'USPA. Maurice Gastaud a par ailleurs été négociateur directement l'envoi de stagiaires auprès des centrales syndicales sénégalaise et malienne. L'autre focale en matière de provenance des stagiaires est celle des pays d'Afrique encore en lutte pour leur indépendance : l'Afrique portugaise mais aussi plus marginalement les Rodhésie du Nord (future Zambie à son indépendance en 1964) et du Sud, le Tanganyika et Zanzibar dont la fusion va donner naissance en 1964 à la Tanzanie. Toujours est-il qu'un stage est réalisé intégralement en langue portugaise, ce qui témoigne tant de l'aide apportée à l'Afrique en lutte contre le colonialisme portugais que d'un aspect des stratégies anti-colonialistes de l'Afrique portugaise elle-même et en particulier du PAIGC<sup>45</sup> d'Amilcar Cabral : la volonté d'articuler luttes et formations. Les stagiaires d'Afrique portugaise sont tous membres du PAIGC, et réfugiés dans une Guinée alors ouverte aux militants des luttes anti-coloniales. Un dernier pôle remarquable de recrutement de l'UOA est le Kamerun<sup>46</sup>. Les 23 stagiaires sont membres de la CGKT<sup>47</sup>, centrale syndicale liée à l'UPC<sup>48</sup> toujours clandestine dans le Cameroun de Ahidjo<sup>49</sup>, un Cameroun qui s'est vu octroyer l'indépendance aux conditions de la métropole, et en exclusion de l'UPC, dont le gouvernement provisoire en exil a été accueilli par la Guinée. Une des promotions de l'UOA porte le nom de Félix Moumié, du nom du leader upéciste assassiné à Genève en novembre 1960, probablement par les services secrets français<sup>50</sup>. On sait les liens forts entre le Parti communiste français et l'UPC, le soutien en tous cas qu'il a apporté à une organisation qui s'est attiré les foudres du gouvernement français, et dont la métropole a rejeté les exigences indépendantistes au prix d'une des dernières et encore très mal connue guerre coloniale : indépendance du Cameroun oui, mais aux conditions de la métropole, telle a été la stratégie de l'empire finissant. Et tel

<sup>45</sup> Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde

<sup>46</sup> Nous écrivons volontairement Kamerun et non Cameroun. Le K était revendiqué par les indépendantistes de l'UPC, en mémoire d'un Kamerun allemand qui réunissait le Cameroun francophone et le Cameroon anglophone, et dans le désir d'une unité et de frontières retrouvées. Sur la guerre du Cameroun, voir : Achille Mbembe Achille, *La naissance du maquis dans le Sud-Cameroun, 1920-1960*, Paris, Karthala, 1996, 438 p. ; Deltombe Thomas, Domergue Manuel, Tsatsitsa Jacob, *Kamerun : une guerre cachée aux origines de la Françafrique*, Paris, La Découverte, 2011, 741 p.

<sup>47</sup> Confédération Générale Kamerunaise du Travail.

<sup>48</sup> Union des populations du Cameroun.

<sup>49</sup> Premier Président de la République du Cameroun. Il est élu en mai 1960 avec l'appui de l'administration française.

<sup>50</sup> Sur l'assassinat de Félix Moumié, voir notamment : Garbely Frank, *L'assassinat de Félix Moumié. L'Afrique sous contrôle*, Aïe productions SA, Arte France, TSR, Triluna Films, moyen métrage, 52 mns, 2005.

l'a bien compris le premier président de la République du Cameroun, Ahmadou Ahidjo, signataire des accords de coopération. Les stagiaires de langue portugaise, comme ceux du Kamerun, sont des exilés, qui vivent alors à Conakry. Nous avons là un exemple du pouvoir d'attraction du pays du non ainsi que du rôle refuge qu'a joué un temps Conakry, ville carrefour. Mais d'ores et déjà, le ciel de la Guinée n'apparaît plus si serein pour les réfugiés et Maurice Gastaud note à ce propos : « ...Concernant l'unité africaine, c'est la confusion la plus totale....Les mouvements de résistance extérieure UPC, MPLA<sup>51</sup>, PAIG sont inquiets mais il faudrait qu'ils prennent des initiatives comme l'a fait le PAI<sup>52</sup> Sénégal pour éclaircir la voie juste.... »<sup>53</sup>.

Quatre stagiaires viennent d'Algérie, avant et après la fin de la guerre. Une promotion est nommée *Aissat Idir* du nom d'un général de l'armée de libération et une autre *Indépendance algérienne*. Les relations avec les stagiaires algériens ne sont pas toujours idylliques et d'après les rapports de Maurice Gastaud, il semble que ce soit les plus contestataires. Deux d'entre eux par exemple s'opposent à l'enseignant sur la question du non-alignement, cette troisième voie que Maurice Gastaud présente pourtant de façon louangeuse, citations de Sékou Touré et Mikoyan à l'appui dans son cours sur la « co-existence » pacifique<sup>54</sup>.

La session tenue en langue anglaise a été, semble-t-il assez turbulente, donnant même lieu à une menace de grève de stagiaires. Le niveau des stagiaires, plus élevé que dans les autres promotions –ils avaient tous déjà suivi des stages de la CISL, sans doute à son école de Kampala- a pu être responsable de contestations liées à une confiance supplémentaire, et à un esprit critique plus développé, qui ne peut sans doute se satisfaire des contradictions entre les deux enseignements de la CISL et de la FSM.

#### RÉCEPTION DES ENSEIGNEMENTS

Pour saisir l'état d'esprit des stagiaires, et leur réaction aux stages, nous avons les réponses à des questionnaires envoyés par l'UOA, après le stage<sup>55</sup>. Deux types de questionnaires sont envoyés, le premier aux directions syndicales, le second aux stagiaires eux-mêmes. Les archives de Maurice Gastaud comportent 71 réponses, essentiellement de Guinéen(ne)s mais aussi de ressortissants d'Afrique portugaise dont les adresses indiquent qu'ils sont alors, quand ils répondent au questionnaire, réfugiés à Conakry. Ces derniers questionnaires, contrairement à ceux des guinéens, sont peu prolixes, et ne nous apprennent rien sinon l'appartenance de leurs auteurs au PAIGC. Les réponses en sont en français (le questionnaire lui-même est en français) sans que l'on sache s'il y a eu ou non médiation. Par contre les réponses des guinéens sont longues et détaillées et laissent malgré un langage parfois hyperbolique et convenu deviner un certain nombre de choses, tant sur la situation en Guinée que sur la réception faite aux stages. Les questionnaires sont unanimes à demander un

<sup>51</sup> Movimento Popular de Libertação de Angola.

<sup>52</sup> Parti africain de l'indépendance.

<sup>53</sup> *Lettre de Maurice Gastaud à Benoît Frachon, op.cit.*

<sup>54</sup> Gastaud Maurice, « Les forces de paix dans le monde peuvent imposer aux impérialistes une politique de co-existence pacifique conforme à la volonté d'indépendance des pays nouvellement indépendants et au progrès social des peuples », mars 1962. FMG – Dossier 30 CFD 32.

<sup>55</sup> FMG – Dossier 30 CFD 24.

allongement de la durée des stages, pour mieux « digérer » les contenus. Derrière ce désir, qui peut aussi être attribué à l'envie de nouveauté, on peut lire en filigrane un manque d'appétence à assimiler des contenus trop denses et/ou trop abstraits, délivrés sur un temps court. Il faudrait « *Simplifier les cours, les mettre au niveau CEP* ». Il semblerait que l'aspect trop théorique de certains cours ait rebuté les stagiaires, et qu'ils n'en aient guère compris l'intérêt pour eux. S'ils apprécient l'économie politique, ils sont nombreux à plébisciter ce qui concerne la sécurité sociale et le code du travail, comme ils sont nombreux à souhaiter que ces aspects soient développés dans d'autres formations, comme y soient développées des questions très concrètes « *Donner davantage d'éléments sur code du travail, rôle de l'inspection du travail, sécurité sociale, économie politique, inconvénients d'une monnaie nationale* » « *Etudier la nouvelle législation sociale du travail de la République de Guinée* ». Le même malaise à l'égard du très théorique est exprimé dans le souhait de se voir délivrer des modes d'action et pas seulement des contenus généraux. Un des stagiaires par exemple souhaiterait « *Qu'on traite la lutte contre la spéculation, la lutte contre le chômage, comment organiser la paysannerie, comment réaliser l'unité africaine* », révélant ainsi au détour d'une réponse les maux dont souffre la société guinéenne. Le désir est exprimé à plusieurs reprises de voir ces formations décentralisées et poursuivies en langues nationales, comme le désir inverse de poursuivre un cursus de formation en dehors de l'Afrique. Il y a aussi un hiatus entre le satisfecit de Maurice Gastaud et l'évidence à travers les réponses de l'existence de problèmes de discipline (notamment horaire) et d'absence d'intérêt : « *Horaires très durs* » « *Tenir compte de la qualité morale des militants à déléguer aux stages...Doivent se comporter comme des militants majeurs* ». Il est vrai que les journées de travail sont très longues : 7h30-12h30/14h-19h. Quelques reproches concernent également les conditions matérielles : mauvaise nourriture, retard dans le blanchiment du linge...

Une autre critique récurrente porte sur le nombre de cours assuré par un même homme. Il n'est pas nommé mais il s'agit bien entendu de Maurice Gastaud qui assure environ les 2/3 des enseignements, sous haute surveillance, semble-t-il du secrétariat de la FSM, qui revoit et corrige les cours<sup>56</sup>.

Maurice Gastaud, directeur pédagogique de l'école est donc aussi le seul membre permanent de l'équipe enseignante, ce qui constitue incontestablement une lourde tâche, d'autant plus que certains syndicalistes prévus au programme ne viennent pas, ce que Gastaud apprend parfois par la radio<sup>57</sup>. A côté de Maurice Gastaud quelques enseignants français interviennent sur des questions spécialisées. C'est le cas notamment de Gabrielli, organisateur de la sécurité sociale guinéenne et qui en explique les arcanes, à la grande satisfaction, semble-t-il des stagiaires. Rosa Faure<sup>58</sup> intervient également, voire même Yvonne Gastaud, embauchée à côté de son mari comme secrétaire à l'UOA. Des syndicalistes africains comme Seydou Diallo ,

<sup>56</sup> « Remarques sur le travail du Camarade Gastaud concernant la co-existence pacifique », par E. Chleboun, secrétaire de la FSM. FMG Dossier 30 CFD 32.

<sup>57</sup> Les informations sur les enseignants sont tirés de : *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UOA. Eléments critiques de l'exercice 1960 et propositions pour 61* présenté par Maurice Gastaud, Conakry, le 17 janvier 61 ; *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UOA. Eléments critiques de l'exercice 1961 et propositions pour 62* présenté par Maurice Gastaud, Conakry, le 16 décembre 61. – FMG – Dossier 30 CFD 17 ; *Rapport sur le fonctionnement de l'université ouvrière africaine de Conakry de janvier 60 à mars 65* par Maurice Gastaud, Directeur Pédagogique, 30 septembre 65 – FMG –Dossier 30 CFD 19.

<sup>58</sup> Nous n'avons trouvé aucune information sur Rosa Faure.

Abdoulaye Thiaw, Amsoumane Oularé, Camara Famo, Gabriel Konaté et Sékou Touré lui-même - qui tient une conférence sur « Parti et Etat » en 1960 - donnent cours et/ou conférences, de même que quelques personnalités « techniques » attachés à divers ministères guinéens, et des ministres comme Ibrahima Barry sur le plan guinéen. L'école reçoit à l'occasion des personnalités célèbres : Frantz Fanon y parle en 1960 de l'expérience algérienne ou Mario de Andrade et Amilcar Cabral des luttes de l'Afrique portugaise...., Jean Suret-Canale, directeur de l'INRDG<sup>59</sup> puis muté en 1961 à l'école normale de Kindia, suite au « complot des enseignants »<sup>60</sup>, y intervient également sur l'histoire africaine pré-coloniale. L'Allemand Wilhem Wilké, professeur à l'école de Bernau, qui ne semble guère connaître si l'on en croit Gastaud, les réalités africaines est détaché par la FDGB et aide « tout particulièrement à la documentation ». Soviétiques, italiens de la CGIL y interviennent également à l'occasion.

Nous donnons ci-dessous le programme d'un des premiers stages, programme qui n'évoluera qu'à la marge (ou Annexes)

Programme du stage de décembre 60<sup>61</sup> :

I Discipline générale : cours

Evolution des divers types de sociétés

Le colonialisme et la lutte anti-impérialiste

L'Etat

Le néo-colonialisme

Conférences

Les sociétés pré-coloniales en Afrique noire (Suret-Canale)

Les sociétés actuelles en Afrique noire (Suret-Canale)

La révolution en Algérie (Dr Fanon délégué du gouvernement algérien)

L'expérience guinéenne (Boyer, attaché de presse à la présidence)

II Economie et politique : cours

Le capitalisme et son développement : l'impérialisme

La valeur et les prix

La plus-value et l'exploitation capitaliste

Le revenu national et le budget de l'Etat (capitaliste et socialiste)

La loi du développement harmonieux et proportionné et les problèmes de la planification

Conférences

La monnaie et ses phénomènes : Gastaud

Le plan triennal en Guinée : ses bases, ses buts (Cauche, technicien au ministère de l'économie nationale)

III Problème du syndicat : cours

Le syndicat, sa nature, son rôle

Questions d'organisation et méthodes de direction

Les salaires (étude de texte)

Questions de trésorerie

La propagande syndicale

La sécurité sociale

Conférences

Histoire du mouvement syndical en Afrique noire (Diallo Seydou)

Les organisations internationales et les problèmes de l'unité (Gastaud)

Le rôle des syndicats dans les pays socialistes : ex DDR (Kamfer)

Discussion sur la participation des travailleurs aux bénéfices des entreprises (Gastaud)

L'émulation, ses bases, ses moyens, ses buts : Wilke

Parti et syndicat : Sékou Touré

Travaux pratiques

Trésorerie (Confection et tenue d'un livre de trésorerie et d'un carnet de collecteur

Propagande écrite : rédaction d'une circulaire et d'une affiche

Pr. Orales : rédaction et lecture d'une intervention de 5mns

Le rôle d'un Président de séance et comment orienter et diriger une discussion

<sup>59</sup> Institut national de recherche et développement de Guinée.

<sup>60</sup> Voir *infra*, p. 17.

<sup>61</sup> Les programmes des différents stages sont regroupés dans : FMG – Dossier 30 CFD 22.

Quelques questions posées pour tester les stagiaires :

Définition du syndicalisme révolutionnaire ; définissez le centralisme démocratique ; à quelle époque sont nés pour l'essentiel les syndicats dans les pays d'Afrique colonisés par la France ? Qu'est-ce que l'internationalisme prolétarien ; en cas de grève, pourquoi l'élection par les grévistes d'un comité de grève est-elle nécessaire à la direction du mouvement ? Quels sont les objectifs essentiels de la panafricaine syndicale constituée à Casablanca ? Qu'est-ce que la sécurité sociale ? Quel est le rôle d'un syndicat révolutionnaire dans un pays colonisé ? Quel est pour l'essentiel l'état de développement de la société en Afrique noire actuellement ? Quelle est la définition scientifique de l'état ?

## UNE VISION COMMUNISTE DE L'AFRIQUE

Les cours<sup>62</sup> sont construits à partir d'une vulgate communiste que l'on retrouve dans toutes les formations de la CGT ou du parti communiste : analyse de l'évolution de l'humanité, des sociétés primitives au socialisme - réalisé alors dans un seul pays, l'Union soviétique, et en bonne voie dans les démocraties populaires - dont le moteur est la lutte des classes. Tout ce qui concerne l'Afrique, voire même le colonialisme, est traité à part. Histoire et sociologie de l'Afrique pré-coloniale (notamment avec Suret-Canale), coloniale et post-coloniale sont bien présentes mais à côté des théories plus générales qui empruntent tous leurs exemples à l'Occident. On explique aux stagiaires le passage des communautés primitives au féodalisme puis au capitalisme et socialisme sans citer jamais le cas africain que l'on considérera à part en tentant de le faire coller au schéma général. Ce qui ne correspond pas à ce schéma est lacune ou aberration. L'Afrique sous-développée n'est ni en soi ni pour soi, mais n'existe que comme négatif de l'Occident, et/ou en retard par rapport à lui. Plusieurs thèmes sont récurrents : d'une part, du fait du colonialisme et de l'exportation de tous les profits, l'accumulation du capital ne s'est pas faite sur place ; d'autre part, et l'on touche là à un problème théorique central car il fut largement débattu : la division en classes existe bien en Afrique mais elle est moins marquée qu'ailleurs dans le monde, du fait en particulier de la quasi-inexistence d'une bourgeoisie nationale. La féodalité que représentait la chefferie aux ordres des puissances coloniales a disparu, avec sa suppression – qui fut d'ailleurs très tôt en Guinée suite au décret du 31 décembre 1957. Les fonctionnaires, plus ou moins progressistes, ne sont pas une classe mais une couche sociale. Enfin paysannerie et classe ouvrière ont les mêmes intérêts qui nécessitent une nécessaire alliance, sous la direction d'une classe ouvrière très minoritaire mais progressiste. La lutte des classes ne s'exerce pas à l'intérieur des pays africains mais se fait contre les forces néocoloniales et impérialistes. Cet enseignement « marxiste » n'est pas tout-à-fait conforme à la doctrine officielle du régime, exprimé alors par Sékou Touré. Pour celui-ci, l'aliénation coloniale a rendu nécessaire le gouvernement, non du prolétariat mais du peuple, et c'est le peuple tout entier, ce « peuple prolétaire » des nations opprimées, qui est érigé en classe. Les antagonismes de classe n'existent pas ou si peu qu'il n'est pas nécessaire de les prendre en compte : « Si d'autres sociétés sont structurées en classes sociales plus ou moins antagonistes en fonction des régimes dont elles relèvent, en Afrique, la structuration la plus forte se traduit en termes de générations, ce qui est le propre des sociétés de type « communautaire » ou collectiviste »<sup>63</sup> écrit-il et donc «... le PDG s'est refusé d'être le parti d'une classe ou d'une couche sociale pour pouvoir se confondre réellement et intimement avec le peuple guinéen dans sa totalité... »<sup>64</sup>. Gastaud désigne

<sup>62</sup> On trouve le texte de la plupart des cours, manuscrits et/ou dactylographiés dans : FMG – Dossier 30 CFD 29.

<sup>63</sup> *Ibid.*, p.57.

<sup>64</sup> Touré Ahmed Sékou, *La révolution et l'unité populaire*, Conakry, Imprimerie Patrice Lumumba, 1964, p. 24. Sékou Touré évoluera et reconnaitra plus tard l'existence d'une classe ouvrière. Voir à ce sujet : Bénot Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, op.cit.

certes le même adversaire : le néo-colonialisme, l'impérialisme mais les contours en sont flous et il reste curieusement une abstraction. Cela a incontestablement son importance. Ce flou idéologique peut mener à voir l'adversaire nulle part ou partout, et c'est ce partout qui l'emportera en Guinée. Cela s'allie avec une « théorie du complot » qui est développé assez largement dans le cours de Gastaud sur la coexistence pacifique. « Pour arriver à ses fins, il [l'impérialisme] utilise la politique de guerre froide, c'est-à-dire l'état intermédiaire et précaire entre la paix et la guerre, un état d'animosité politique au bord du conflit armé. La guerre froide, c'est la création et l'entretien artificiel de la tension internationale, le refus de la coopération internationale sur un pied d'égalité, le diktat...c'est l'organisation d'une vaste action subversive et de sabotage contre les états socialistes et les états nouvellement libérés du joug colonial....et avec lesquels on entretient en apparence des rapports diplomatiques normaux » ou encore « Cette notion de non ingérence dans les affaires intérieures d'autres pays entraînent la condamnation de tous les complots fomentés par les impérialistes et qui ont le même objectif à savoir le renversement des Etats démocratiques....ces mêmes forces réactionnaires capitalistes développent au maximum des complots, la subversion, la corruption, ces méthodes qui leur permettent de mieux cacher leur dessein d'exploitation, sont des caractères du néo-colonialisme...la vigilance des peuples éclairés...ils doivent dénoncer les complots...Parallèlement, la lutte pour le respect des libertés syndicales et démocratiques contribue elle-même au renforcement de l'indépendance nationale.... »<sup>65</sup>. Le monde communiste a, on le sait, fait son miel des théories du complot<sup>66</sup>, sur le terreau très favorable de la guerre froide, et le discours de Maurice Gastaud n'est pas extraordinaire à cet égard. Mais si l'on considère que la théorie a, dans certaines circonstances, une efficacité, ou que selon l'expression de Mahmood Mamdani, « bien que la théorie ne puisse transformer la réalité, la réalité apparaît comme une devinette si on ne l'éclaire pas par la théorie »<sup>67</sup>, on peut voir dans la Guinée des années 60 un remarquable cocktail propice au développement de la paranoïa du pouvoir, voire même de tous les cadres. Et la culture du complot, dans une situation objectivement très complexe, où les échecs s'accumulent, du fait ou non, de l'intervention des puissances extérieures a un redoutable pouvoir de perversion. La rumeur alimente cette paranoïa dont on peut donner un exemple, emprunté également aux archives de Maurice Gastaud. Juste avant le « complot des enseignants », un bateau ouest-allemand chargé de riz devait livrer sa cargaison au port de Conakry. Un bateau américain mouillait au large. D'après la rue, le bateau américain était là par malveillance et empêcha un moment la livraison de se faire, contribuant ainsi à l'extension de la faim. Mythe ou réalité ? Rumeur infondée ou perception diffuse de menaces réelles ? Nous n'avons pas les moyens d'en juger. Mais face à ce genre de rumeurs qui en période de disette, et nous sommes alors en pleine

---

<sup>65</sup> Gastaud Maurice, « Les forces de paix dans le monde peuvent imposer aux impérialistes une politique de coexistence pacifique conforme à la volonté d'indépendance des pays nouvellement indépendants et au progrès social des peuples », mars 1962. FMG – Dossier 30 CFD 32.

<sup>66</sup> Sur les théories du complot en général, on peut lire avec profit : Boltanski Luc, *Enigmes et complots : une enquête à propos d'enquêtes*, Paris, Gallimard, 2012, chap. V : Il cite Peter Knight : « [l'on se demande si] le fait d'avoir mis en place une étiquette pour désigner le phénomène en question n'a pas eu pour effet de l'inventer comme c'est le cas chaque fois que la création d'une nouvelle catégorie aboutit à rassembler des possibilités éparses dans un ensemble qui prétend à la cohérence ». Cela peut tout-à-fait s'appliquer aux « complots » guinéens.

<sup>67</sup> Mamdani Mahmood, *Citoyen et sujet : l'Afrique contemporaine et l'héritage du colonialisme tardif*, Paris, Karthala : Amsterdam, Sefhis, 2004, p. 417.



« crise du riz », ne manquent pas de se propager, un pouvoir imprégné d'une culture du complot cherche les responsables et les trouve là où il le peut. Sékou Touré les trouva en 1961 dans les enseignants contestataires. Pour en revenir aux stagiaires, les questionnaires montrent qu'ils sont conscients d'un certain type de décalage entre leur réalité et le placage théorique qui est fait. Maurice Gastaud et son entourage ont le mérite de comprendre que l'école française en Afrique a été source d'aliénation car elle ne parlait justement pas de l'Afrique, mais quoique soucieux – de façon toute théorique - d'utiliser dans leurs méthodes les techniques de la palabre ou de l'enseignement coranique, ils reproduisent dans leurs propres enseignements les défauts de l'école républicaine : le placage d'un savoir issu - comme tout savoir- d'une expérience et d'un long processus de maturation sur une réalité elle-même productrice d'une vision du monde –et partant d'un savoir- dont on ne tient pas compte, voire dont on ne soupçonne même pas l'existence. La vulgate marxiste et ses certitudes théoriques à prétention universelle ont certes remplacé la vulgate – aux prétentions tout aussi universelles- de l'école de Jules Ferry adaptée à l'Afrique mais ce n'est pas les exercices pratiques qui vont permettre aux stagiaires d'assimiler autrement qu'à la marge ce savoir pré-digéré et dont ils ne connaissent aucunement les conditions de production ni la dialectique de fabrication. Le seul aspect concret, et qui peut leur parler c'est soit les conséquences pour eux du code du travail ou de la sécurité sociale ; soit l'existence d'un ennemi, cause de leurs maux, l'impérialisme, le néo-colonialisme, et cet ennemi n'a pas de visage.

#### ORIGINE SOCIO-PROFESSIONNELLE DES STAGIAIRES

Il ne semble pas, si l'on s'en fie aux questionnaires, que la situation des stagiaires ait changé, après le stage. Ils sont généralement restés aux mêmes postes, sans acquérir de responsabilités supplémentaires. Pourtant Maurice Gastaud note, suite à des contacts avec les directions syndicales, des évolutions, en particulier en Guinée avec passage notamment du secteur syndical au secteur politique ou diplomatique.

Les stagiaires viennent de tous les secteurs professionnels : santé, enseignement, ports et docks, chemins de fer, banques, mines et carrières, transports, industries diverses, avec toutefois une sur-représentation du secteur public. Ils ou - très minoritairement- elles sont comptables, sténo-dactylo, infirmiers, employé des caisses de prestations familiales, commis, charpentiers, électriciens. La direction de l'UOA déplore néanmoins la faible présence du « prolétariat industriel ».

Tableau des professions (stages année 1960)<sup>68</sup>.

Ouvriers	3	3	7	13
Fonction Service Public et nationaux	16	18	22	56

<sup>68</sup> *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UOA. Eléments critiques de l'exercice 1960 et propositions pour 61* présenté par Maurice Gastaud, Conakry, le 17 janvier 61 ; *Rapport annuel sur le fonctionnement de l'UOA. Eléments critiques de l'exercice 1961 et propositions pour 62* présenté par Maurice Gastaud, Conakry, le 16 décembre 61. – FMG – Dossier 30 CFD 17 ; *Rapport sur le fonctionnement de l'université ouvrière africaine de Conakry de janvier 60 à mars 65* par Maurice Gastaud, Directeur Pédagogique, 30 septembre 65 – FMG –Dossier 30 CFD 19.

Employés, gens de maisons	8	7	13	28
Paysans et service agricole	3	3	2	8
Etudiants		1	3	4

Il ne s'agit en tous cas pas de hauts responsables mais plutôt de petits cadres et ou militants de base, fonctionnaires, « petits intellectuels ». Pour quelques rares secrétaires généraux (Secrétaire général du syndicat des mines et carrières de Guinée, Secrétaire général du syndicat des employés de banque de Guinée, secrétaire général de l'association des roulants de Casablanca), et/ou membres du bureau de la CNTG, on a plutôt affaire à des secrétaires d'union locale, à des secrétaires administratifs, à des aides-comptables, à des permanents de la Bourse du travail... Il est notable que peu déclarent des fonctions politiques à côté de leurs fonctions syndicales : quelques membres du PDG-RDA, quelques membres de la JRDA (Jeunesse du rassemblement démocratique africain). L'intégration syndicale au politique, qui est effective au sommet - Kaba Mamady, président de la CNTG est membre du Bureau Politique National du PDG -, n'a pas encore gagné le terrain et les fonctions restent, semble-t-il, différenciées, gage d'une sans doute éphémère autonomie syndicale. Ou plutôt, peut-être, la migration des cadres syndicaux les plus importants vers le politique ou le diplomatique rend d'autant plus urgent le besoin de formation d'un personnel moins élevé dans la hiérarchie. Le niveau est très hétérogène : « de l'analphabète au bachelier ». Il est prévu pour les analphabètes une aide spécifique (lecture à haute voix etc), et souhaité des cours supplémentaires de français qui ne verront pas le jour.

#### LE « COMLOT DES ENSEIGNANTS »

L'école va être mise à l'épreuve par les conflits qui secouent la Guinée et en particulier le fameux « complot des enseignants »<sup>69</sup> qui, dans la mesure où il touche aux questions de l'enseignement, qu'il y est question de « complot marxiste » de l'aveu même de Sékou Touré, que la Fédération internationale des syndicats de l'enseignement (FISE), branche professionnelle de la FSM soutient les enseignants, la concerne directement.

Rappelons les événements dont le fort eut lieu alors qu'une session de l'UOA était en cours - session interafricaine du 4 novembre-2 décembre 1961 -. La Guinée de Sékou Touré, après que ce dernier eut néanmoins fait un éloge favorable des enseignants étrangers venus en aide au pays, avait entrepris de politiser son enseignement, préfigurant ainsi ce qui serait sa future

<sup>69</sup> Sur le complot des enseignants, outre le récit de Maurice Gastaud à Benoît Frachon, on peut consulter : Lewin André, *Sékou Touré, op. cit.* André Lewin publie en particulier une lettre reçue de Suret-Canale à propos du complot des enseignants, lettre accompagnée d'extraits de son journal. Ces extraits de journal sont conservés aux archives départementales de Seine-Saint-Denis. On trouve également de précieuses informations dans le fonds Delanoue, conservé au Centre d'histoire sociale du XXe siècle. Paul Delanoue a été secrétaire général de la FISE de 1949 à 1961, et s'intéresse à ce titre à un « complot des enseignants » dont il connaît parfaitement les « coupables ». voir *Dictionnaire Biographique du Mouvement Ouvrier*, notice Paul Delanoue : <http://maitron-en-ligne.univ-paris1.fr/spip.php?article21937>. Site consulté le 16 juillet 2012. Enfin, le site militant Camp Boiro Mémorial du nom du célèbre camp d'internement offre des témoignages intéressants, tel celui de Tierno Bah.

« révolution culturelle ». Plus concrètement, le gouvernement promulgue le 30 septembre 1961 une réforme générale du statut des enseignants qui écrase l'échelle des salaires, au détriment des directeurs d'école et supprime aussi dans la foulée un certain nombre d'avantages acquis. Le syndicat des enseignants, membre de la FISE et mené par son secrétaire général Keita Koumandian, et Mamadou Traoré dit Ray-Autra que Jean Suret-Canale qualifie d' « anarchiste de droite » et Maurice Gastaud d' « anarchiste », réagit par un *memorandum*<sup>70</sup> largement distribué hors des rangs du PDG, assorti de tracts. Ce *memorandum*, au nom même des déclarations du secrétaire général du PDG sur le rôle des enseignants, conteste les mesures prises et en particulier le retour sur certains avantages acquis, comme le logement gratuit. Il présente ces avantages comme des conquêtes des luttes anti-coloniales. Il insiste sur la nécessité de valoriser la fonction enseignante sur le modèle de l'URSS. Cette contestation ouverte, puisque publique, venue de dirigeants syndicaux dont l'opposition au leader guinéen remonte loin, va conduire à un conflit violent qui éclate lors du congrès de la CNTG du 15 et 16 novembre 1961. Au discours du 15 prononcé par Ray-Autra, Sékou Touré va répondre en personne, le 16, en dénonçant une fois de plus les « complexes culturels de certains cadres » et demandant l'expulsion de Keita Koumandian et de ses partisans du syndicat des enseignants. Après quelques épisodes houleux, ceux-ci seront effectivement expulsés et la décision va être prise par le Bureau Politique de traduire devant la Haute cour tous les membres du comité directeur, dont plusieurs considérés comme marxistes. Ces arrestations vont entraîner une révolte des lycéens qui défendent leurs professeurs tout en manifestant contre la corruption avec des slogans tels « Assez du discours », « Moins de camions, plus de riz », « Il faut que cela change », « A bas les Mercedes », « libérez Koumandian »<sup>71</sup>. Les élèves réussissent à rallier d'autres mécontents et des manifestations importantes ont lieu dans des villes comme Kindia ou Labé. La révolte sera vite et brutalement réprimée. Tous les lycées de Guinée seront fermés et chaque élève obligé d'écrire pour demander sa réinscription. Suret-Canale a fait le récit dans son journal d'épisodes parfois rocambolesques qui accompagnent une crise par ailleurs tragique tant pour ses acteurs que pour ce qu'elle crée de précédents. Il faut noter qu'il s'agit là d'une des premières (de la première ?) d'une longue série de révoltes étudiantes qui secoueront l'Afrique des années 60, de Brazzaville<sup>72</sup> à Tananarive<sup>73</sup>, en passant par Kinshasa, Dakar et Abidjan. Ces révoltes témoignent toutes d'un même malaise de l'école des indépendances, et d'un refus de la corruption. Mais étudiants ou élèves ne sont pas toujours soutenus de la même manière par les travailleurs. Si ceux-ci soutiennent dans le cas de Dakar en 68 ou de Tananarive en 72, donnant alors à la révolte un air de révolution, à Conakry en 61, la CNTG est loin d'être acquise aux enseignants et à leurs jeunes soutiens. L'intégration politique du syndicat est déjà bien avancé au sommet, comme nous l'avons noté, et avec elle la subordination du syndicat au Parti-Etat : « Dans la mesure où existe un seul parti qui défend les intérêts fondamentaux de la classe ouvrière, sous certaines conditions, c'est-à-dire l'accord de la classe ouvrière elle-même, le syndicat peut reconnaître le rôle dirigeant du parti, c'est-à-dire accepter son

<sup>70</sup> Fonds Delanoue – Dossier Affaire Guinée -13/17.

<sup>71</sup> *Journal de Suret-Canale et lettre de Maurice Gastaud au camarade Benoît Frachon, op. cit.*

<sup>72</sup> Sur la révolution de Brazzaville voir : Boutet Rémy, *Les Trois glorieuses ou la chute de l'abbé Youlou*, Dakar, Chaka, 1990, 191 p. Deux thèses sont par ailleurs en cours, de Matt Swagler et Héloïse Kiriakou.

<sup>73</sup> Voir : Blum Françoise, « Madagascar 1972 : l'autre indépendance. Une révolution contre les accords de coopération », *Le Mouvement social*, n°236, juillet-septembre 2011, pp. 61-88.

orientation et appliquer ses décisions » enseigne Maurice Gastaud à ses élèves, en décalage avec les conceptions du leader guinéen. Celui-ci est plus radical. Dans la Guinée indépendante, le parti est l'Etat et l'Etat est le parti, émanation du peuple-classe<sup>74</sup>. Le Parti a la primauté sur l'Etat, car il est la volonté populaire dans une société où, nous l'avons dit, il n'y aurait pas de classes donc pas d'intérêts antagonistes. Ce parti unique, d'appareil mobilisateur se transformera en appareil coercitif, en Guinée comme ailleurs. Courroie de transmission entre l'urbain et le rural qu'y voit Mahmood Mamdani, il est aussi l'organe de construction d'un « despotisme centralisé ». Et pour reprendre les mots de Fanon cité par Mamdani, « les militants d'hier devinrent les mouchards d'aujourd'hui... »<sup>75</sup>.

Nous connaissons le point de vue de Maurice Gastaud par une longue lettre explicative qu'il fait parvenir à Benoît Frachon. Il faut donner au secrétaire général de la CGT des raisons susceptibles de justifier une attitude de retrait, étant donné les arrestations de syndicalistes qu'il est difficile de ne pas considérer comme arbitraires ou comme atteintes au droit syndical. D'une certaine façon, la lettre de Gastaud, visiblement mal à l'aise, est un modèle d'auto-justification d'une absence de prise de position fondée sur l'espoir d'un futur communiste pour la Guinée : « Ne faut-il pas ici rappeler ce que répondait Diallo Seyfoulaye à M. Laffon : d'ici 2 ou 3 ans la Guinée sera un pays communiste » même si des erreurs « de type titistes » peuvent encore se produire »<sup>76</sup>. Mais sa confusion dans les explications rejoint sans doute la confusion d'une situation où les dirigeants syndicaux ciblés sont tout autant des « progressistes » et/ou « anti-colonialistes » que des conservateurs. « Le fait qu'à côté d'hommes considérés par certains comme des réactionnaires tel Koumandian, et auxquels la direction du parti attribue des contacts avec les impérialistes se trouvent des hommes considérés comme des progressistes voir marxistes tel Niane Djibril ainsi que des anti-colonialistes comme l'anarchiste Ray-Autra ainsi que des déclarations imprécises du bureau politique du PDG ont contribué à créer une confusion énorme »<sup>77</sup>. L'historien Djibril Tamsir Niane, dont nous avons vu qu'il était le co-auteur avec Suret-Canale d'un manuel d'histoire africaine<sup>78</sup>, était membre de la branche guinéenne du Parti de l'indépendance africaine (PAI), qui avait refusé de se dissoudre<sup>79</sup>. Suret-Canale passera aussi durant l'affaire quelques heures au commissariat, dont il se tirera sans trop d'encombres<sup>80</sup>. « En effet des éléments africains ou européens, incontrôlés se disant communistes ou ayant appartenu au parti en France, progressistes ont essayé évidemment de nous amener à partager des discussions sur les

<sup>74</sup> Touré Ahmed Sékou, *La révolution et l'unité populaire*, op.cit.

<sup>75</sup> Mamdani Mahmood, *Citoyen et sujet*, op.cit., p. 406

<sup>76</sup> *Lettre de Maurice Gastaud au camarade Benoît Frachon*, op. cit.

<sup>77</sup> *Ibid.*

<sup>78</sup> Niane Djibril Tamsir, Suret-Canale Jean, *Histoire de l'Afrique occidentale*, op.cit. Djibril Niane a à son actif de nombreux ouvrages, par exemple : Niane Djibril Tamsir, *Recherches sur l'Empire du Mali au Moyen-âge*, Conakry, INRD, 1962, 112 p. ; *Soundiata ou l'épopée Mandingue*, 3<sup>e</sup> ed., Paris ; Dakar, Présence africaine, 1971, 153 p. ; et avec Ray-Autra, *Sikasso ou la dernière citadelle*, JP Oswald, 1971, 97p. Au vu d'un brouillon de poème trouvé chez lui, Sékou Touré l'accusera de : « la plus vulgaire expression d'un égalitarisme poussé au-delà de toute mesure » (Bénot Yves, *Idéologies des indépendances africaines*, op.cit., p. 274)

<sup>79</sup> *Journal de Jean Suret-Canale*, op. cit.

<sup>80</sup> *Journal de Suret-Canale*, op.cit.

problèmes internes de la Guinée.... »<sup>81</sup>. La confusion est accrue du fait d'une campagne alimentée par le journal gouvernemental *Horoya*. Les enseignants arrêtés sont accusés d'avoir fait entrer la « guerre froide au lycée », par des conférences et la diffusion de littérature subversive, de littérature marxiste, et le gouvernement ne dément pas. On a même dit que la FSM et la FISE avaient envoyé un télégramme de protestation pour les arrestations. Gastaud dément pour la première mais il est probable que la seconde, branche professionnelle de la FSM, a effectivement envoyé ce télégramme. Enfin, ce qui ne peut aucunement plaire à l'animateur de l'UOA, et qu'il ne mentionne d'ailleurs pas dans sa lettre, comme à ses commanditaires, l'ambassade soviétique est aussi prise à partie et son ambassadeur renvoyé, peut-être seulement parce que l'URSS est cité en modèle dans le *memorandum* des enseignants, qui a d'ailleurs été envoyé à l'ambassade soviétique avant même que le PDG en ait eu connaissance. Devant cette situation complexe et en tous cas dangereuse pour l'UOA, où le seul reproche fait aux syndicalistes enseignants est que leur circulaire « pêche par corporatisme et par la revendication de privilèges injustifiés »<sup>82</sup>, et même si « Nous avons tous été surpris par la sévérité des appréciations, il faut dire que le feu couvait depuis longtemps entre la direction des enseignants d'une part, Koumandian et Ray-Autra d'un côté et Sékou Touré et la CNTG de l'autre »<sup>83</sup>, Gastaud, rassuré parce qu'on l'a autorisé à distribuer aux stagiaires des documents marxistes réaffirme une nécessaire neutralité quant aux affaires internes de la Guinée. Et il avance l'habituel argument communiste pour justifier encore, s'il en était besoin, la neutralité : « Il faut dire qu'il se trouve dans les milieux dits « progressistes français » des gens qui sont des trotskystes ou des objecteurs de conscience, déserteurs d'Algérie....ce sont évidemment les plus anti-communistes, ils peuvent influencer certains milieux africains, voir les aider dans l'action anti-communiste »<sup>84</sup>.

Le « complot des enseignants » est un parfait observatoire pour apprécier deux choses : d'une part la manière dont fonctionne un régime allergique à toute forme de contestation, mais dont la paranoïa est alimentée par le jeu peu clair et embrouillé des grandes puissances. Le régime de Sékou Touré paye très cher le non de 1958, qui fait de la Guinée un terrain concurrentiel peut-être plus ouvert que ceux des pays encore considérés comme chasse gardée de l'ancienne puissance coloniale, d'autant plus qu'ils sont prisonniers d'accords de coopération qui consacrent en bien des aspects ce monopole. Et ce terrain ne manque certes d'attirer les convoitises, tout en suscitant des craintes pas toujours infondées. Le rôle de la rumeur semble considérable et il est probable que l'on se retrouve dans une sorte de cercle vicieux : un discours anti-colonialiste dur qui alimente une rumeur autour d'exactions des puissances occidentales, rumeur qu'il faut en quelque sorte calmer en lui offrant des victimes expiatoires. Mais le paradoxe qui est peut-être au fond celui de toute paranoïa, c'est que les attaques et les coups seront portés, par impuissance sans doute, à côté de ce que l'on peut concevoir comme la cible légitime, et bien que sous le prétexte d'un anti-colonialisme sans doute nécessaire ; ce sera, à la moindre velléité d'opposition, contre les guinéens eux-mêmes. D'autre part, on perçoit aussi avec ce « complot des enseignants », à quel point les logiques de guerre froide ne sont pas simples, les adeptes d'un camp étant parfois obligés de louvoyer au milieu d'un

---

<sup>81</sup> *Lettre de Maurice Gastaud au camarade Benoît Frachon, op. cit.*

<sup>82</sup> *Ibid.*

<sup>83</sup> *Ibid.*

<sup>84</sup> *Lettre à Benoît Frachon, op.cit.*

jeu d'échecs beaucoup plus complexe que celui qui opposerait franchement et sans faille, deux blocs.

Au départ de Maurice Gastaud, l'UOA devient sous le nom d'Université de l'amitié l'école de la CNTG, qui reçoit en partage les biens de l'école. Maurice Gastaud, qui devient représentant permanent de la FSM auprès de l'UNESCO, n'aura pas de remplaçant et la FSM se désengage. Nous n'avons plus trace de cette université de l'amitié après 1965, et ne savons donc pas si elle continua à fonctionner. Sa particularité, au sein de l'ensemble des formations syndicales proposées, tient à la fois à son caractère doctrinal et à la situation très spécifique de la Guinée de l'immédiat- après indépendance. Il serait intéressant mais trop ambitieux dans le cadre de cet article de faire la comparaison avec les formations syndicales délivrées par les autres Internationales. La CFTC/CFDT, organise par exemple avec la CISC/CMT des sessions de formation soit dans différents pays africains, soit en France au château de Bierville<sup>85</sup>. Le pivot de ces formations est Gérard Espéret, ancien responsable de la section outre-mer de la CFTC. La géographie des influences est tout-à-fait différente, la part des pays de l'ex-AEF beaucoup plus importante, ce qui s'explique en partie pour des raisons d'ordre confessionnel. La doctrine qui sert de ciment idéologique est le communautarisme inspiré des thèses tiers-mondistes d'Economie et Humanisme et du Père Lebreton. Le respect d'une – mythique- tradition africaine y est beaucoup plus marqué, et les réseaux franco-africains constitués par les divers formateurs plus durables et fondés bien souvent sur des liens d'ordre affectifs. Rien de tel, semble-t-il, à l'UOA, où les rapports sont « fraternels ». Mais, quelle qu'elle soit, une formation s'appuie sur des réseaux qu'elle consolide. Elle est à l'origine de circulations d'hommes et de savoirs. Elle provoque, aussi inadaptée puissent-elle être dans certains cas, des transferts de savoir. En un mot, elle participe à une certaine forme de métissage planétaire et de mondialisation.

## ANNEXES

### 1 - LISTE DES SIGLES :

CATC : Confédération africaine des travailleurs croyant  
 CFDT : Confédération française démocratique du travail  
 CFTC : Confédération française des travailleurs chrétiens  
 CGIL : Confederazione Generale Italiana del Lavoro  
 CGT : Confédération générale du travail  
 CGTA : Confédération générale du travail africain  
 CGKT : Confédération générale Kamerunaise du travail  
 CISC : Confédération internationale des syndicats chrétiens  
 CISL : Confédération internationale des syndicats libres  
 CMT : Confédération mondiale du travail  
 CSA : Confédération syndicale africaine  
 FDGB : Freie Deutsche Gewerkschaftsbund  
 FEANF : Fédération des étudiants d'Afrique noire  
 FISE : Fédération internationale des syndicats enseignants  
 FMG : Fonds Maurice Gastaud

---

<sup>85</sup> Voir Blum Françoise, « Christian Doctrines and Practices of Solidarity in the 1960s », *op.cit.* et Blum Françoise, « Syndicalistes croyants et panafricains : organisations et Réseaux des années 60 », *op. cit.*

FSM : Fédération syndicale mondiale  
INRDG : Institut national de recherche et développement de Guinée  
IHS-CGT : Institut d'histoire sociale-CGT  
JRDA : Jeunesse du rassemblement démocratique africain  
MPLA : Movimento Popular de Libertação de Angola  
ORAF : Organisation régionale africaine  
PAI : Parti africain de l'indépendance  
PAIGC : Partido Africano para a Independência da Guiné e Cabo Verde  
PDG : Parti démocratique de Guinée  
PDG-RDA : Parti démocratique de Guinée- Rassemblement démocratique africain  
UGTAN : Union générale des travailleurs d'Afrique noire  
UOA : Université ouvrière africaine  
UPTC : Union panafricaine des travailleurs croyants  
USPA : Union syndicale panafricaine  
UPC : Union progressiste camerounaise  
UPTC : Union panafricaine des travailleurs croyants  
USPA : Union syndicale panafricaine





